



CONSEIL REGIONAL HAUTS-DE-FRANCE  
Séance plénière du jeudi 21 novembre 2024

Vœu porté par le groupe MoDem, Radicaux et Apparentés  
**« Pour une égalité réelle et une lutte renforcée contre les violences faites aux femmes »**

Alors que nous approchons du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, il est fondamental de prendre un moment pour se rassembler et agir. A la date du 21 octobre 2024, 107 femmes ont été tuées en France depuis le début de l'année sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint. Une réalité insoutenable.

Les Hauts-de-France ne sont pas épargnés par ce fléau. Les chiffres des violences physiques et sexuelles, des violences psychologiques ou économiques infligées aux femmes de notre région, sont là aussi alarmants. Ces violences nous interpellent tous. Elles ont cours, de manière silencieuse et insidieuse dans le quotidien de foyers à l'aspect ordinaire, parfois cautionnées par le détournement des regards voire l'indifférence, et bien trop souvent renforcées par des stéréotypes sexistes persistants. Il est temps de créer les conditions efficaces pour briser ce fléau et le silence qui l'entoure si souvent.

La Région a lancé à son échelle, depuis 2016, des actions volontaristes en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Citons pour le territoire l'aide significative apportée au CIDFF, association majeure qui accompagne les femmes victimes de violences sur tout le territoire, et citons aussi nos efforts déployés en interne afin d'offrir aux agentes une pleine égalité professionnelle et des moyens d'agir contre les violences avec « la plateforme de signalement unique. » Cependant, la violence à l'égard des femmes reste une profonde question de société, qui exige une réponse collective des pouvoirs publics à tous les niveaux. "

Nous, élus du Conseil Régional des Hauts-de-France, exigeons du Gouvernement de prendre des mesures fermes et immédiates pour protéger les femmes et lutter contre toutes formes de violences qui leur sont infligées, en particulier par :

- 1- le renforcement des hébergements d'urgence : nous demandons un investissement accru dans les structures d'hébergement d'urgence avec un accompagnement pluridisciplinaire pour assurer la sécurité des victimes ;
- 2- des formations systématiques à destination des forces de l'ordre et des magistrats : celles-ci permettraient de créer les conditions à la fois d'une prise en charge plus adaptée des cas faisant l'objet de dépôts de plaintes et de procédures judiciaires plus éclairées ;
- 3- la démultiplication des campagnes de sensibilisation : nous demandons au Gouvernement de multiplier les campagnes de prévention dans les établissements scolaires, les entreprises et dans tous les lieux publics afin de faire reculer les stéréotypes sexistes et d'éduquer à l'égalité réelle entre femmes et hommes.

Samira HERIZI

VOEU ADOPTÉ